

LE PRODUCTIVISME AGRICOLE EN IMAGES. UNE ANALYSE SOCIOHISTORIQUE DE COUVERTURES ILLUSTRÉES DE GUIDES TECHNIQUES (1959-2014)

Robin Villemaine

Maître de conférences en sociologie à AgroSup Dijon et membre du Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux – UMR CESAER (1041), AgroSup Dijon - Inra

Images du travail, Travail des images | n°4 | 2017

Pour citer cet article :

Robin Villemaine (2017). "Le productivisme agricole en images. Une analyse sociohistorique de couvertures illustrées de guides techniques (1959-2014)". Images du travail Travail des images - Varia | n° 4. La relation soignants/soignés à l'épreuve de l'image | Images du travail, Travail des images.

[En ligne] Publié en ligne le 20 juin 2017.

URL : <http://09.edel.univ-poitiers.fr/imagesdutravail/index.php?id=1469>

Le productivisme agricole en images. Une analyse sociohistorique de couvertures illustrées de guides techniques (1959-2014)

ROBIN VILLEMAINE

Maître de conférences en sociologie à AgroSup Dijon et membre du Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux – UMR CESAER (1041), AgroSup Dijon-Inra

Résumé : Cet article analyse un corpus iconographique constitué de couvertures de guides techniques agricoles, distribués par des coopératives céréalières à leurs adhérents sur une période de près de cinquante ans (1959-2014). Ces couvertures illustrées témoignent du genre d'agriculture que ces coopératives cherchent à façonner au fil du temps, de la façon dont elles entendent (se) représenter et intéresser les agriculteurs, au sein d'un espace professionnel concurrentiel où elles doivent affirmer et défendre leur position face à des critiques diverses. Elles donnent ainsi à voir comment ces coopératives participent de la construction de l'imaginaire productiviste et de ses transformations. Dans les années 1960 et 1970, la dialectique de la *pathologisation-médicalisation* des cultures, pour inciter les agriculteurs à traiter, apparaît centrale. Dans les années 1980 et 1990, les pesticides et ennemis des cultures sont occultés au profit de la mise en avant de la production par la coopérative de connaissances technico-scientifiques pour une « agriculture raisonnée ». Au milieu des années 2000, une rhétorique du *care* se met en place, mettant en scène des chefs d'entreprises agricoles, fins agronomes et responsables, prenant soin du développement durable en bon père de famille..

Mots-clés : sociologie visuelle, coopérative, agriculture, productivisme, France.

Abstract: This article presents an analysis of a corpus of covers of agricultural technical guides that grain co-ops supplied to their members for almost fifty years (1959 – 2014). Covers give an account of the way in which co-ops participate to the construction and transformation of the productivism imaginary. They depict the type of agriculture co-ops were aiming for and the way they represented themselves and their members, so that to capture producers' interest in a competitive and professional space in which co-ops have to affirm and defend their position against critiques. Our analysis shows that in the 1960' and 1970', the dialectic of pathologization-medicalization is central and calls for treating crops using pesticides. In the 1980' and in the 1990', pesticides and crops pathogens disappear, meanwhile co-ops are shown as producers of technical knowledge supporting a rational agriculture. By mid-2000', a care rhetoric emerges. It epitomizes farmers as having strong agronomic knowledge, being responsible and pursuing sustainable development as good family fathers.

Keywords: visual sociology, co-op, agriculture, productivism, France.

Je tiens à remercier l'Inra et la Région Bourgogne pour avoir financé ce travail, ainsi que la coopérative Vivescia pour son soutien logistique et son aimable autorisation à reproduire les images ici utilisées. Mes remerciements les plus vifs vont à Monsieur Jean-Louis Garnotel pour m'avoir ouvert ses archives et offert généreusement de son temps. Ils vont également à Claude Compagnone, Charles Gadéa, Jean-Paul Géhin et Najate Zougari pour m'avoir aidé à approfondir l'analyse.

Bien que longtemps dépréciées par la sociologie des groupes professionnels, les images constituent un matériau de premier ordre pour comprendre comment ces groupes prennent position dans l'espace social (Gadéa, 2016). Produites par, pour ou contre eux, les images participent de la vie sociale des groupes professionnels. Dans une perspective interactionniste, elles peuvent être, tantôt ou simultanément, des moyens de constitution du groupe par l'offre de signes distinctifs propices à l'identification et au renforcement du sentiment d'appartenance ; des vecteurs de présentation de soi collective pour exister aux yeux d'autrui, en particulier des autorités et des clients ; des outils au service de ceux qui les produisent pour tenir leur position face aux concurrents (internes ou externes), les critiquer et répondre à leurs critiques. Les images s'inscrivent dans des rapports de forces et constituent des modalités d'intervention visant à influencer sur les conceptions et les actions des personnes ciblées. Au-delà de la permanence de certains traits des « idiomes figuratifs » des groupes professionnels (*Ibid.*), les transformations des iconographies professionnelles sont étroitement liées aux positions, points de vue et visées de ceux qui les produisent au sein d'un espace social en éternelle reconfiguration (Duprat, 1997). Elles constituent dès lors un matériau d'une grande richesse, complémentaire à d'autres, pour la conduite d'analyses socio-historiques.

L'agriculture fournit un terrain propice à l'analyse sociologique des images. Peu de groupes professionnels sont en effet tant représentés que celui des agriculteurs, et cela dans des registres aussi divers que contradictoires. Un rapide tour d'horizon sur Internet permet de saisir à quel point la mise en scène iconographique de l'agriculture se situe au cœur des luttes symboliques entre acteurs. On y trouve ainsi des images : louant le bon paysan à l'ancienne ; dénonçant l'agriculteur vénal et pollueur, profiteur des subventions publiques ; mettant en scène le gigantisme de l'agriculture de firme, source d'orgueil ou d'inquiétude ; ou encore, figurant la dureté du labeur et le ras-le-bol face à la normalisation sanitaire et environnementale, etc. Cette profusion d'images témoigne d'un groupe très médiatique, mais aussi très segmenté et confronté à des influences hétéronomes. De fait, les sociologues de l'agriculture n'ont de cesse de souligner l'hétérogénéité et l'intense différenciation qui s'opère au sein de cette profession, qui paradoxalement voit fondre ses effectifs et se voit soumise à une normalisation croissante (Hervieu et Purseigle, 2013). Les représentations imagées des agriculteurs constituent dès lors un fait social à analyser, comme s'y emploient des sociologues réagissant sur l'émission télévisée « l'amour est dans le pré »¹ ou s'interrogeant sur le pouvoir de représentation, au sens politique, que celles-ci confèrent à leurs auteurs (Reyset, 2016).

¹ À l'instar de Roger Le Guen (La France Agricole, 2009) et Christophe Giraud (Télérama, 2012).

Dans cette jungle, nous allons nous intéresser à une série d'images bien situées : fabriquées par une lignée de grandes coopératives céréalières de l'Est de la France, à destination première de leurs adhérents agriculteurs, publiées sur les pages de couvertures des guides des traitements et de fertilisation distribués entre 1959 et 2014. Leur analyse sert de fil conducteur pour rendre compte des transformations contemporaines de l'agriculture française, en donnant à voir l'une des modalités de la construction et de l'actualisation par les coopératives de l'imaginaire du productivisme agricole auprès de leurs adhérents. Cette démarche peut faire songer à celle de Maxime Prével (2007) qui explore cet imaginaire à partir de publicités de semences, pesticides et équipement publiées dans la presse spécialisée agricole de la fin des années 2000. Toutefois, l'objet est ici différent. Il ne s'agit pas de dévoiler les ressorts symboliques de l'idéologie productiviste à partir d'un panel de publicités synchrones, dont le but est de déclencher un acte d'achat par des trésors d'ingéniosité marketing, en jouant sur toutes les cordes de l'intérêt et des affects, en cherchant à se distinguer et à marquer les esprits par la manipulation de stéréotypes. Il s'agit dans cet article de s'intéresser à la dynamique des registres iconographiques mobilisés au fil du temps par les coopératives en question au moyen d'un corpus longitudinal mis au service d'une relecture sociohistorique des transformations de l'agriculture après la Seconde Guerre mondiale. Si ces images émanent d'entreprises pivots des filières agro-industrielles, impliquées dans la collecte de grains et la distribution d'intrants de production (semences, engrais, pesticides), elles n'ont pas pour finalité directe de vendre. Car ce qui caractérise ces organisations professionnelles agricoles à vocation économique, c'est justement leur volonté d'apparaître comme professionnelles, c'est-à-dire l'outil des agriculteurs au service des agriculteurs, en se plaçant sur le terrain d'une technique vierge de toute ambition marchande². Plus sobres que les images publicitaires de l'agrofourmure, ces images, qui se succèdent et dialoguent entre elles, mettent en scène, cherchent à légitimer et à faire advenir les conceptions professionnelles des dirigeants coopératifs. Elles sont donc partielles car elles ne représentent qu'un visage de l'agriculture, et partiales car elles portent le projet d'une agriculture productiviste, techno-centrée et progressiste ; celles d'agriculteurs ou de chefs d'entreprise agricole, plutôt que celles de paysans ou de travailleurs de la terre (Rambaud, 1977). Vecteurs de l'imaginaire du productivisme portée par le syndicalisme majoritaire³ après la Seconde Guerre mondiale, elles sont le pendant figuratif de la représentation de la profession agricole incarnée par les dirigeants agricoles tels que les a décrits Sylvain Maresca (1981). Ces images possèdent ainsi une triple fonction d'intervention, de représentation au sens politique du terme et de légitimation. Elles constituent un moyen par lequel les représentants coopératifs montrent aux adhérents les enjeux importants et l'agriculture qu'ils attendent d'eux. Elles mettent en scène la coopérative de façon à légitimer son rôle de représentation des intérêts des agriculteurs, dans une optique de fidélisation de la clientèle d'autant plus cruciale que l'engagement coopératif tendrait à s'affaiblir au fil du temps (Barraud-Didier et al., 2012). Elles visent enfin à légitimer leur modèle agricole face à des critiques diverses et qui s'intensifient, en particulier sur les plans sanitaires et environnementaux.

La première partie présente le corpus car, comme l'a argumenté avec force Annie Duprat (1997), aucune interprétation iconographique rigoureuse en histoire ne saurait faire l'économie d'une réflexion sur le corpus même, afin de situer les images dans les espaces sociaux qui les ont vues naître et circuler. La seconde partie expose les résultats de ce travail au travers de l'analyse de cinq

² Les coopératives vendent bien des intrants et services divers, et cela compte pour leur pérennité économique. Elles insistent toutefois sur le fait que, compte tenu de leur statut, leur but n'est pas de faire du profit auprès de clients, mais de fournir des conseils techniques objectifs, désintéressés, dans l'intérêt de leurs adhérents.

³ Composée de quatre organisations jugées représentatives : la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), le Cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA), l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA) et la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (CNMCCA).

périodes relativement homogènes en ce qui concerne les éléments représentés. Construite à partir du corpus même, cette périodisation renvoie aux stratégies figuratives des coopératives compte tenu d'enjeux et de mondes agricoles qui se transforment : 1) enjeu de l'engagement coopératif pour l'acquisition d'infrastructures et l'industrialisation de l'agriculture ; 2) enjeu du progrès technique à l'heure de la modernisation de l'agriculture, au moyen d'images thématiques d'une pathologisation et médicalisation des cultures ; 3) enjeu de la mise en scène de l'austérité, dans un contexte d'essoufflement de la légitimité du modèle productiviste ; 4) enjeu de la réponse à des critiques entre autres marchandes et environnementales, par une scientification des images diffusées ; 5) enjeu de la réappropriation par la coopérative du *leadership* en matière de développement durable par une rhétorique du *care* participant d'une héroïsation du chef d'entreprise agricole, fin agronome et citoyen responsable. Au final, ce que montre la permanence du thème de l'abondance et les transformations périodiques des rhétoriques visuelles du productivisme agricole, c'est la capacité de ce dernier à changer par incorporation de la critique (Fouilleux et Goulet, 2012).

1. Présentation du corpus et éléments de méthodologie

Bien que ce corpus embrasse une longue période (1959-2014), il apparaît une certaine unité en ce qui concerne l'origine, le contenu et la finalité des guides. Ils proviennent de grandes coopératives cérésières liées entre elles par filiation, leaders de leur secteur et entendant jouer un rôle de représentation des agriculteurs au sein des filières et des arènes politiques, en tant qu'organisations professionnelles agricoles à vocation économique. Ces coopératives – à savoir la Providence Agricole (1934-1991, 4500 adhérents en 1973), Champagne Céréales (1991-2012, 8200 adhérents en 2010) et Vivescia (depuis 2012, 11500 adhérents en 2013) – matérialisent la grande agriculture commerciale et industrielle souhaitée par les dirigeants coopératifs d'après-guerre. Les guides des traitements (dont les noms changent au fil du temps) jouent un rôle crucial dans le dispositif. Ils résument et donnent les clefs du mode de production productiviste portée par la coopérative. Ils condensent l'ensemble du travail opéré en *back office* pour sélectionner les produits et être en mesure de prescrire leurs modalités d'utilisation. Cela explique sans doute pourquoi ils ont été précieusement collectionnés par M. Jean-Louis Garnotel, responsable du service technique au sein de cette lignée de coopératives de 1973 à 2002. Qu'il soit ici profondément remercié pour avoir eu l'obligeance de les mettre à notre disposition.

La coopérative Providence Agricole a très tôt fait le choix de l'industrialisation de l'agriculture, de la pénétration des filières amont et aval et du développement de capacité de prescription technique auprès des agriculteurs. Ses présidents, Robert Mangeart (de 1947 à 1974), puis Jacques de Bohan (de 1974 à 2004), comme de nombreux représentants professionnels de leur époque, sont de fervents militants du progrès technique, de l'autonomie professionnelle et de la coopération agricole. Lorsqu'ils arrivent à la Providence, ils ont déjà tout de « spécialistes de la représentation » (Maresca, 1981)⁴. Il sont à l'origine de multiples projets, comme celui du rachat inter-coopératif

⁴ Mangeart (1900-1996) se forme au sein de la Jeunesse agricole catholique, la JAC, et devient vite un syndicaliste remarqué. Dans les années 1930, il compte parmi les leaders de la Société des agriculteurs de France, puis occupe pendant la guerre des fonctions au sein de la Corporation paysanne. Après la guerre, outre son mandat à la Providence, il est, de 1945 à 1965, président de la Fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles de la Marne (FDSEA51) et, de 1953 à 1972, président de la sucrerie coopérative de Bazancourt. Jacques de Bohan (1934-2005), fils du fondateur de la Providence Agricole, Gustave de Bohan, débute sa carrière électorale en tant que Secrétaire général du Centre départemental des jeunes agriculteurs (1969-1975) puis cumule au fil du temps de nombreuses responsabilités de haut rang au sein de la coopération agricole, dont la vice-présidente de la Confédération française

de la firme phytopharmaceutique Sipcam-Phyteurop en 1970, opéré dans le but de « moraliser » ce secteur dans l'intérêt des agriculteurs. Les personnes enquêtées qui les ont connus les dépeignent comme des visionnaires, dévoués aux agriculteurs, qui ont eu l'intelligence de très tôt voir l'importance pour les coopératives d'investir dans l'industrialisation, la vulgarisation et le développement agricole. Au-delà de la part de mythe et quels que soient les enjeux multiples que recouvrent cette orientation stratégique (Villemaine, 2016), il est clair que la Providence Agricole a joué un rôle majeur dans le développement agricole régional et pionnier en matière de conseil agricole coopératif dans les années 1970 et 1980. Cette contribution fait aujourd'hui partie de la mémoire collective locale. Elle est immanquablement rappelée lors des entretiens historiques auprès des agriculteurs, mêmes critiques ; elle est source de prestige pour les techniciens des coopératives qui lui ont succédé. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure les images du corpus ici présenté n'ont pas en elles-mêmes contribué à la fabrication de cette mémoire.

Les orientations stratégiques impulsées par la Providence Agricole ont été poursuivies et approfondies au sein de Champagne Céréales puis Vivescia, qui compte en 2014 près de 150 filiales à tous les niveaux des filières agro-industrielles, avec un chiffre d'affaires avoisinant les 4 milliards d'euros. Ses représentants conservent une influence considérable dans la représentation politique du mouvement coopératif. Vivescia compte ainsi parmi les dix-sept coopératives membres du collège Promocoop de Coop de France, qualifiées de « *leaders* » et chargées de la réflexion stratégique et des activités de concertation et de lobbying. Cette coopérative se distingue par ailleurs par sa volonté de « devenir le groupe coopératif français référent de l'agriculture durable et de la valorisation alimentaire des céréales »⁵. Elle est, sans doute pour cette raison, un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics lors des consultations des parties prenantes sur les modalités possibles d'une transition agroécologique.

Le corpus est composé des pages de couverture des documents contenant des préconisations en matière de traitements des cultures (herbicide, fongicide, insecticide) distribués entre 1959 et 2014. Ces contenus ne font pas ici l'objet d'une analyse détaillée car, comme le souligne Gianni Haver (2009, 99) à propos de magazines illustrés, la couverture est destinée « à fonctionner par elle-même » et « ne peut qu'être un discours autosuffisant ». Soulignons seulement que les premiers documents, appelés « Bulletin trimestriel d'information » ou « Bulletin d'information », contiennent de l'information généraliste et technique, ce qui peut en partie expliquer leur spécificité iconographique, tout en montrant l'importance que va prendre au cours des années 1960 la prescription technique au sein de la Providence Agricole. En 1967, sort le premier « Guide des traitements », qui inaugure le format toujours en vigueur : un document annuel spécialisé entièrement dédié à la « protection des cultures », distribué aux adhérents à la sortie de l'hiver, avant la période de croissance des cultures et des traitements. Ce document, très attendu par les agriculteurs, s'épaissit au fil du temps et change de nom à plusieurs reprises⁶. Il est complété en 1973 par un « Guide de la fertilisation », dont la parution est moins fréquente, environ tous les cinq ans. Les pages de couverture sont composées dans un premier temps par les agents du service technique eux-mêmes, ce qui peut expliquer qu'elles tendent à montrer le travail réalisé par celui-ci. Puis, progressivement, à partir des années 1980 et surtout 2000, elles vont être travaillées par le service en charge de la communication, témoignant de l'enjeu croissant de la maîtrise de l'image

de la coopération agricole, devenue Coop de France en 1997.

⁵ Voir : <https://www.vivescia.com/notre-groupe-cooperatif/strategie> (consulté le 09/06/2017).

⁶ « Guide des traitements » (de 1967 à 1969, puis de 1975 à 1991), « Bulletin d'information » (1970), « Guide pratique » (1971), aucun nom autre que celui de la coopérative (de 1972 à 1974), « Guide de protection des cultures » (1992 à 2012) et enfin « Le guide Vivescia » en 2013 et 2014.

institutionnelle et d'un processus général de professionnalisation des métiers de la communication et du marketing.

S'il est difficile de mesurer les effets spécifiques des couvertures sur les imaginaires professionnels, on soulignera l'importance de ces guides au sein de l'espace de travail des agriculteurs, qui est souvent confondu, encore aujourd'hui, avec l'espace domestique. En raison de l'information qu'il recèle, ce guide constitue en effet un outil de travail de première importance pour de nombreux agriculteurs. Ceux-ci s'en servent en amont des périodes d'intervention pour comparer les différents programmes de traitement proposés et élaborer leur stratégie et, au printemps et à l'automne, pour consulter les conditions d'utilisation des produits avant les interventions. Ces guides accompagnent les agriculteurs du bureau au tracteur. Ils servent de référence partagée lors des rendez-vous avec les technico-commerciaux. On les retrouve parfois sur la table du salon. Leur place est si centrale pour ceux qui s'y réfèrent, que certains agriculteurs les considèrent comme leur « bible ». Bref, ces pages de couverture font partie intégrante de la scène de travail des agriculteurs, ce qui tend à renforcer leur capacité d'influence des imaginaires professionnels et du même coup l'intérêt de leur analyse.

Ces images, regroupées en cinq séquences, n'ont pas été interprétées *ex nihilo* mais sur la base d'une connaissance des dynamiques sociales de leurs temps, constituée à partir de la littérature et de matériaux empiriques propres aux coopératives concernées (rapports d'activités, notes de services, discours recueillis en entretien auprès de cadres du service technique et de technico-commerciaux). Plusieurs entretiens ont par ailleurs été réalisés avec M. Garnotel afin de cerner les conditions de fabrication des couvertures et leurs éventuelles intentions, et pour lui restituer les interprétations effectuées, dans un souci de validation et d'approfondissement des analyses, sans pour autant considérer qu'il pouvait détenir à lui seul la vérité de ces images. Si l'administration de la preuve reste difficile en matière d'analyse d'images, ce type de matériau présente l'intérêt que le lecteur, lorsqu'il a accès au corpus, peut opposer aux analyses proposées son propre point de vue. L'image devient alors un opérateur de robustesse de la recherche.

2. Cinq séquences d'images pour une relecture sociohistorique

Si l'on ne peut comprendre les images historiques que resituées dans leurs époques et milieux sociaux, celles-ci n'en sont pas moins des sources à part entière, autonomes, de nature à enrichir le questionnement, à suggérer des hypothèses et à donner à voir certains vecteurs puissants des imaginaires collectifs. Les cinq séquences présentées constituent alors un moyen de revisiter l'histoire contemporaine de l'agriculture depuis le point de vue des représentations coopératives.

2.1. L'enjeu coopératif de l'industrialisation et de la modernisation de l'agriculture

Après la Seconde Guerre mondiale, la « modernisation » de l'agriculture constitue une priorité politique afin d'assurer la sécurité alimentaire nationale après des années de disette, puis pour bénéficier des devises de l'exportation du « pétrole vert », tout en libérant des contingents de main d'œuvre nécessaire à une industrie florissante mais qui manque de bras. L'industrialisation de l'agriculture, qui « suscite l'image » (Mendras, 1984, 20), est analysée en son temps sous l'angle de la « fin des paysans » (*Ibid.*) ou encore d'une absorption capitaliste de l'agriculture qui, *via* le crédit et la quasi-intégration au sein des filières agro-industrielles, aboutirait à une prolétarianisation de la petite agriculture familiale en dépit de son indépendance formelle (Servolin, 1972). À

l'opposé de ces vues nostalgico-critiques, le syndicalisme majoritaire thématise une « révolution silencieuse » (Debatisse, 1963) marquée par la professionnalisation du métier d'agriculteur, d'une part, et l'accession des représentants professionnels aux commandes des politiques agricoles dans le cadre de leur cogestion avec l'État, d'autre part. Les années 1960 voient alors le passage d'une modernisation planifiée, colbertiste, à une modernisation sous contrôle corporatiste et marchand, où les coopératives agricoles jouent un rôle de plus en plus central (Bonneuil et Thomas, 2009).

Robert Mangeart incarne pleinement l'élite progressiste prônant une « coordination coopérative » (Nicolas, 1988) des filières agricoles en vue de la construction d'une puissante agriculture industrielle et marchande au service des agriculteurs. Mais pour y parvenir, un enjeu crucial est bien celui de convaincre les adhérents de souscrire aux projets d'investissement en commun souhaités par leurs dirigeants et donc d'accepter de minorer leurs niveaux de rémunération à court terme, alors que l'endettement pénalise déjà de nombreuses exploitations ayant fait le pari de la modernisation. La légitimation de ces investissements est un impératif prégnant au sein de La Providence Agricole. En effet, suite au terrible gel des blés de l'hiver 1956, la sole est ressemée en orge de printemps, donnant lieu à une récolte sans précédent et donc difficile à écouler. La décision stratégique est alors prise de construire une malterie à Reims, laquelle sera inaugurée en 1961, ouvrant sur une longue série d'investissements dans la transformation, puis rapidement dans l'agrofourniture et la recherche développement⁷.

La première séquence de pages de couverture (Figure 1) correspond aux « Bulletins trimestriels d'information » de 1959 à 1965. Elle se caractérise par la représentation des infrastructures de stockage et de transformation, achevées ou en construction, de la Providence Agricole⁸. Ces dernières symbolisent la coopérative dans son ensemble et les réalisations permises par l'engagement coopératif des agriculteurs, dont l'importance est rappelée systématiquement dans les rapports d'orientation de la coopérative. Elles montrent le résultat des sacrifices des adhérents et semblent proclamer un « nous y sommes arrivés et nous y arriverons encore ». Il s'agit de susciter de la fierté, de sensibiliser les adhérents à l'enjeu de réaliser de nouveaux investissements en commun, et peut-être aussi de les rassurer par la mise en scène de réalisations concrètes et d'envergure associées à la maîtrise des débouchés, qui tranchent avec l'horizon ombragé de nombreux agriculteurs.

⁷ Voir Villemaine, 2016, p. 537-544.

⁸ 1959 : silo de Vertus, silo de Suippes ; 1960 : malterie de Reims en construction ; silo de Pargny-sur-Saulx ; 1961 : magasin à engrais et silo de Reims ; 1962 : malterie de Reims et son silo ; 1964 : malterie de Vitry-le-François, silo d'Ambly-Fleury.



Figure 1.
Pages de couverture des bulletins d'information trimestriels
de la Providence Agricole (1959 à 1965)⁹

Les couvertures du bulletin de juillet 1961 et de mars 1965 constituent des variantes d'un même message visant à renforcer le sentiment d'appartenance des adhérents à une communauté d'intérêt incarnée par la coopérative, ce que Marc Hérail (2000) appelle l'*affectio cooperatis*. Sur la première, on aperçoit une fusée spatiale se dirigeant vers une lune à la moue dubitative, avec au second plan, la planète terre sur laquelle s'élèvent deux bâtiments typiques des infrastructures coopératives. On peut lire en légende un « Pourquoi aller chercher dans la lune... », laissant à

⁹ S'il manque plusieurs bulletins (les numéros : 1, 2 [1958], 4, 5 [1959], 8 [1960], 11, 12 [1961], 15, 16 [1963]), il s'agit de toutes les couvertures collectées et non d'une sélection opérée par mes soins. Il ne s'agit pas non plus d'une sélection opérée par M. Garnotel, mais des numéros qu'il aura pu récupérer une fois son intérêt pour ces documents affirmé, après son arrivée à la coopérative en 1973.

penser que c'est sur terre et plus précisément par la coopération, que l'on peut décrocher la lune. L'aérospatial étant le symbole par excellence du progrès, cette image présente les agriculteurs comme profondément modernes et progressistes de par leur capacité même à agir collectivement. On peut la lire comme un hymne à l'auto-estime professionnelle, irréductible à une symbolique de l'« arrachement à la terre » (Prével, 2007) qui jouerait sur le penchant des agriculteurs à prendre leur distance avec tout ce qui ferait d'eux des « culs terreux » pour les gens de la ville. La seconde couverture en question, de mars 1965, illustrée par la photographie du portail du siège de la coopérative, résonne elle-aussi comme un « Sois fier paysan ! » chers aux jacistes¹⁰. Ce portail en fer forgé noir est un symbole fort de la coopérative, de par son histoire et du fait de la présence de son logo¹¹ peint en doré au-dessus de la porte. Il exprime la fierté d'appartenir à une lignée d'agriculteurs qui, dès la fin du XIXe siècle, ont su construire l'une des principales coopératives céréalières françaises.

Au sein de cette séquence, deux couvertures préfigurent la création des futurs « guides des traitements » et expriment la naissance balbutiante du conseil agricole coopératif. Il s'agit du bulletin de février 1960, composé d'une photographie de mauvaises herbes en fleurs, qui ne sont pas à considérer comme belles mais comme nuisibles et à éradiquer à l'aide des préconisations contenues dans ce « numéro spécial » dédié au « désherbage sélectif des céréales ». Il s'agit ensuite de la couverture de février 1962 illustrée d'un dessin de boîtes d'herbicides pêle-mêle, avec au centre la question « lequel choisir ? ». L'image renvoie à la fois à l'émergence d'une offre de plus en plus diversifiée de produits phytosanitaires et à l'idée d'un certain désarroi des agriculteurs face à celle-ci ; désarroi souvent réel compte tenu du faible accès des agriculteurs au conseil technique public (Brun et al., 1974) et des critères de sélection professionnelle qui tendent à poser l'adoption du progrès comme incontournable, comme le suggère d'ailleurs la question en première de couverture, signifiant qu'il faut choisir entre les produits. La coopérative se présente alors implicitement comme en mesure de les conseiller dans leur choix, répondant ainsi à une demande exprimée, en autres, par Bernard Lambert (1970), critique virulent du corporatisme agricole et fondateur de la Confédération nationale des syndicats des travailleurs paysans, organisation qui sera à l'origine de la Confédération paysanne, fondée elle en 1987¹². Ce que ne disent pas ces couvertures, c'est qu'en se positionnant sur le plan du conseil, la coopérative entre en concurrence avec d'autres acteurs, en particulier les Chambres d'agriculture, qui briguent le *leadership* en matière de vulgarisation et de développement agricole (qu'elles obtiendront officiellement en 1966) (Brives, 2006). Elles ne disent pas non plus d'où proviennent les connaissances compilées, en l'occurrence, à cette période, principalement des firmes de l'agrofourniture.

2.2. L'enjeu du progrès technique : pathologisation et médicalisation des cultures

La deuxième séquence commence au milieu des années 1960 et se prolonge jusqu'à la fin des années 1970 (Figure 2). Elle correspond au temps fort de l'intensification des techniques culturales, au moyen des semences améliorées, des fertilisants et pesticides de synthèse, ainsi qu'à

¹⁰ Membres de la « Jeunesse agricole catholique », organisation qui a joué un rôle majeur dans la formation de l'élite agricole de l'après-guerre (Cordellier, 2007).

¹¹ Composée d'une charrue de profil et du slogan « Cruce et Aratro » (« Par la croix et la charrue »).

¹² « Que pourrait souhaiter l'adhérent d'une coopérative contrôlée par les paysans prolétarisés et soucieux, malgré ses limites, de rendre le service maximum ? Il souhaiterait d'abord ne pas avoir à choisir isolément le type de production à retenir et les équipements les mieux adaptés. La coopération est mieux placée, en raison de ses possibilités industrielles et commerciales, pour éliminer le maximum de risque (on ne peut se contenter de produire, il faut vendre) et pour connaître, voire expérimenter les innovations les plus efficaces en matière d'équipement. » (Lambert, 1970, 143).

l'accroissement du rôle des coopératives sur la scène du développement agricole. Les coopératives voient dans l'agrochimie en plein boom – dans laquelle elles investissent – une opportunité pour améliorer les volumes de grains produits et collectés, leur chiffre d'affaire en approvisionnement et les revenus des adhérents. L'enjeu est alors de faire accepter ces nouvelles techniques à des agriculteurs souvent dépeints comme résistants au changement et qu'il faut convaincre. Les techniciens enquêtés évoquent ainsi en entretien leur difficulté à cette époque de faire accepter aux agriculteurs de traiter des cultures développées, selon eux parce que ceux-ci auraient alors craint d'écraser les épis au passage du tracteur. Mais s'il s'agit d'une résistance, c'est peut-être aussi celle d'acteurs déjà sensibles aux effets néfastes du productivisme : endettement des agriculteurs, dégradation de l'environnement (Bonneuil et Fressoz, 2013), toxicité sanitaire (Jas, 2010). Tandis que les conseillers agricoles des Chambres d'agriculture tendent à perdre leur élan modernisateur à mesure que leur profession se bureaucratise et se voit assigner l'accompagnement de la rationalisation économique des exploitations plutôt que la promotion sociale des agriculteurs, les coopératives réalisent un important travail de lobbying pour se voir confier la maîtrise du conseil technique dans les départements où elles sont bien implantées (Brunier, 2012). C'est dans ce contexte, marqué par l'émergence d'alternatives à l'agriculture chimique, que les grandes coopératives céréalières, et la Providence Agricole parmi les premières, vont se positionner en ardentes promotrices des intrants de l'agriculture intensive.

Ceci apparaît clairement dans les images des pages de couverture des désormais « guides des traitements » ou « guides pratiques » de la Providence Agricole, fondées dans cette séquence sur la mise en avant des problèmes, maladies, adventices et autres prédateurs des cultures¹³ – la pathologisation – et la monstration ou suggestions des « traitements »¹⁴ pour s'en débarrasser¹⁵ – la médicalisation. Cette dialectique de la pathologisation-médicalisation participe de façon centrale de l'imaginaire social du productivisme coopératif et ceci d'autant plus que les images sont en phase avec l'actualité des champs. Par exemple, la photographie des pucerons, en 1976, est indissociable d'un déferlement sans précédent de ces insectes dans les cultures l'année précédente. Aujourd'hui encore, malgré des registres iconographiques renouvelés, l'imaginaire médical perdure dans les discours des technico-commerciaux de la coopérative, qui contrairement aux conseillers des Chambres d'agriculture (Rémy, 2006), se présentent souvent par analogie aux médecins (Villemaine, 2016). Toutefois, toutes les images ne se rapportent pas à cette dialectique. Un deuxième registre est celui de la croissance des cultures et de la production¹⁶. Le message de cette séquence est alors « il faut traiter contre les ennemis des cultures pour produire et récolter abondamment ».

¹³ 1966 (verse du blé) ; 1968 (effet microscopique d'une maladie) ; 1969 (adventices, insectes, nématodes) ; 1973 (septoriose) ; 1974 (oïdium) ; 1976 (pucerons).

¹⁴ Dans le titre même du document.

¹⁵ 1966 (régulateur de croissance) ; 1967 (pulvérisation) ; 1973 (blé sain à côté de blé contaminé).

¹⁶ 1970 ; 1971 ; 1972 ; 1977.

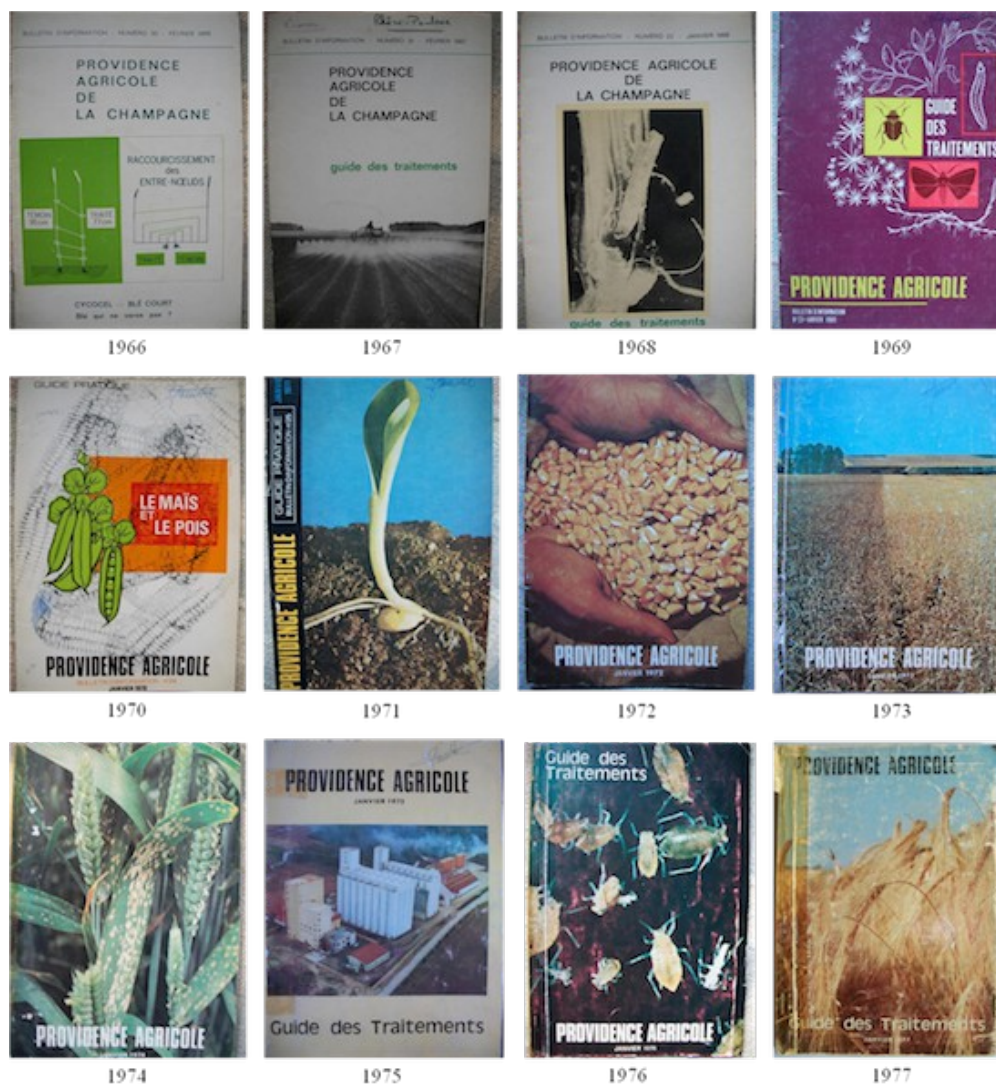


Figure 2.
Pages de couvertures des guides des traitements
de la Providence Agricole de 1966 à 1977

L'enjeu de l'incitation à traiter en recouvre un autre : celui de la maîtrise de la distribution des produits (*Ibid.*). Dans les années 1960 et 1970, les coopératives dépendent largement des firmes de l'agrofourniture pour l'information technique et délèguent souvent à celles-ci le travail de prescription et de vente auprès des agriculteurs. Or, cette situation de dépendance défavorise les coopératives lors des négociations auprès de leurs fournisseurs. De plus, elle prête le flanc à la critique. Des agriculteurs, mais aussi les Chambres d'agriculture concurrencées sur leur pré carré de la vulgarisation, dénoncent des alliances contre nature entre l'agrofourniture et les coopératives, unis pour se faire « du gras » sur le dos des agriculteurs au moyen de prescriptions intéressées. À la fin des années 1970, ces critiques mettent en danger le statut coopératif, avec des réformes en gestation qui, si elles aboutissaient¹⁷, conduiraient à la perte de précieux avantages statutaires. Il est dès lors urgent pour les coopératives de légitimer leur rôle d'actrices du

¹⁷ L'ordonnance du 26 septembre 1967 prévoyait d'introduire une distinction de traitement entre les petites et les grandes coopératives. Mais ce texte très contesté par les organisations professionnelles agricoles n'est jamais entré en application et a été enterré par la loi de 1972.

développement. C'est pourquoi, certaines vont se doter de capacité d'expérimentation pour tester les produits, ce qui leur permettra de mieux négocier avec les firmes et d'apporter des préconisations présentées comme « indépendantes » aux agriculteurs. Ce mouvement d'émancipation de la tutelle des firmes va prendre un élan certain en 1973 au sein de la Providence Agricole avec le recrutement de M. Garnotel, ingénieur agronome bénéficiant d'un an d'expérience au sein du service expérimentation de BASF, l'une des principales firmes de l'agrochimie de l'époque. Toutefois, la mise en scène de ce travail d'expérimentation va être assez tardive, aussi bien dans les couvertures des guides techniques que dans les rapports d'activités¹⁸. Elle n'apparaît en prémices que sur la couverture de 1973, où deux blés, traité et non traité, sont accolés pour démontrer l'efficacité des traitements. La mise en scène du travail du service technique deviendra en revanche centrale à partir de la fin des années 1980.

2.3. Une séquence charnière marquée par l'austérité

Une troisième séquence se distingue nettement de 1978 à 1988 (Figure 3). Elle se caractérise par des couvertures d'une grande sobriété¹⁹, monochromes, avec comme seuls éléments le titre « Guide des traitements », l'année et le logo de la coopérative. Seules font exceptions les couvertures de 1981 et 1982. La première présente une photo aérienne des micro-parcelles d'essais où pour la première fois un rendement de 100 quintaux hectare a été obtenu en blé par le service technique, suite à un voyage d'étude en Angleterre l'année antérieure. Cette iconographie sera typique de la période suivante. Celle de 1982 renvoie plutôt à la période précédente où montrer les produits, en l'occurrence un nuage orange, n'est pas tabou. À l'occasion du 25^e anniversaire du guide des traitements, cette couverture figure deux photos de tracteurs avec pulvérisateur en train de réaliser un traitement en plein champ, dans une mise en scène typique du registre évolutionniste (Prével, 2007), avec en haut à gauche, un petit tracteur ancien, représentant le premier pulvérisateur utilisé par le service technique dans les années 1960, et en bas à droite, un tracteur bien plus grand, contemporain du guide.



Figure 3.
Pages de couvertures des guides des traitements
de la Providence Agricole de 1978 à 1988

¹⁸ La mission et les activités du service technique sont évoquées succinctement dans les rapports de 1973 1979 et 1982, avant de faire l'objet d'un compte rendu annuel à partir de 1984 dans une section dédiée.

¹⁹ De 1978 à 1980 puis de 1983 à 1988. Les guides de la fertilisation de 1981 et 1986 sont sur le même modèle.

Comment interpréter la sobriété des couvertures (de 1978 à 1980 et de 1983 à 1988) après tant d'années d'illustrations imagées ? Le responsable du service technique de l'époque, éditeur du guide, ne trouve rien dans sa mémoire pour l'expliquer mais souligne que l'actualité agronomique de l'époque aurait tout à fait pu donner matière à des couvertures plus imagées. Plusieurs hypothèses peuvent toutefois être avancées, en lien avec les tribulations du modèle de développement productiviste au tournant des années 1980. Celui-ci est en effet mis à l'épreuve par : les chocs pétroliers et le renchérissement subséquent du fioul et des intrants de synthèse ; une surproduction structurelle de moins en moins acceptable pour le budget communautaire ; la désillusion de nombreux agriculteurs ayant pourtant joué le jeu du progrès ; la montée perceptible des préoccupations environnementales et les premières mesures d'écologisation des politiques publiques ; le lancement en 1983 des États généraux du développement agricole par Edith Cresson, en réaction contre une cogestion apparaissant de plus en plus sous l'angle d'un verrouillage professionnel des politiques agricoles. Dans ce contexte tumultueux – mais en a-t-il déjà été autrement en agriculture ? – l'austérité des pages de couvertures peut être un moyen pour la coopérative d'éviter de donner l'impression à ses adhérents, prompts à la critique, qu'elle réalise des dépenses superflues. Elle tend à recentrer le message sur l'absolue nécessité de l'engagement coopératif – comme cela est martelé dans les rapports d'orientation successifs – avec une communication épurée, centrée sur le logo de la coopérative. Par ailleurs, la rupture avec le registre de la pathologisation-médicalisation s'explique sans nul doute par la disgrâce qui commence à frapper les artefacts de la modernisation, comme en témoigne la parution en 1978 du rapport intitulé « Pour une agriculture plus économe et plus autonome », rédigé par Jacques Poly, alors président de l'Inra, ou encore l'ouvrage de Francis Chaboussou (1980), directeur de recherche et de station expérimentale de l'Inra tout jeune retraité, intitulé « Les Plantes malades des pesticides ». Ces artefacts seront dès lors rendus invisibles, ou presque, dans les couvertures ultérieures, avec des illustrations mettant l'accent sur le caractère technico-scientifique des connaissances sous-tendant les préconisations de la coopérative dans l'optique de l'agriculture raisonnée.

2.4. La science en images en faveur de l'agriculture raisonnée

La quatrième séquence commence véritablement en 1989 et se prolonge jusqu'en 2002 (Figure 4). Les pesticides et les ennemis des cultures deviennent quasi invisibles jusque dans l'intitulé du guide qui, à partir de 1992, devient le « Guide de la protection des cultures ». Cette disparition des pesticides peut être interprétée comme l'occultation d'un élément désormais tabou, associé à la mort, comme le sang chez les bouchers (Leteux, 2015). Une nouvelle dialectique apparaît, fondée sur la représentation récurrente des parcelles d'essais²⁰, d'une part, symboles du travail du service technique et des soubassements technico-scientifiques des préconisations contenues dans le guide, et, d'autre part, de cultures en « bonne santé »²¹. Autre nouveauté, sont figurées également des interactions typiques de situations de conseil entre agents de la coopérative et agriculteurs²². Dès lors, le message implicite n'est plus « il faut traiter les cultures contre leurs ennemis pour produire » mais « il faut se baser sur les connaissances technico-scientifiques produites par la coopérative pour avoir des cultures saines ».

²⁰ 1989 ; 1992 ; 1996 ; 1998 ; 2000 ; 2001 ; 2002.

²¹ 1991 ; 1992 ; 1993 ; 1994 ; 1995 ; 1997, 1998 ; 1999 ; 2000 ; 2001.

²² 1989 ; 1992 ; 2000 ; 2002.

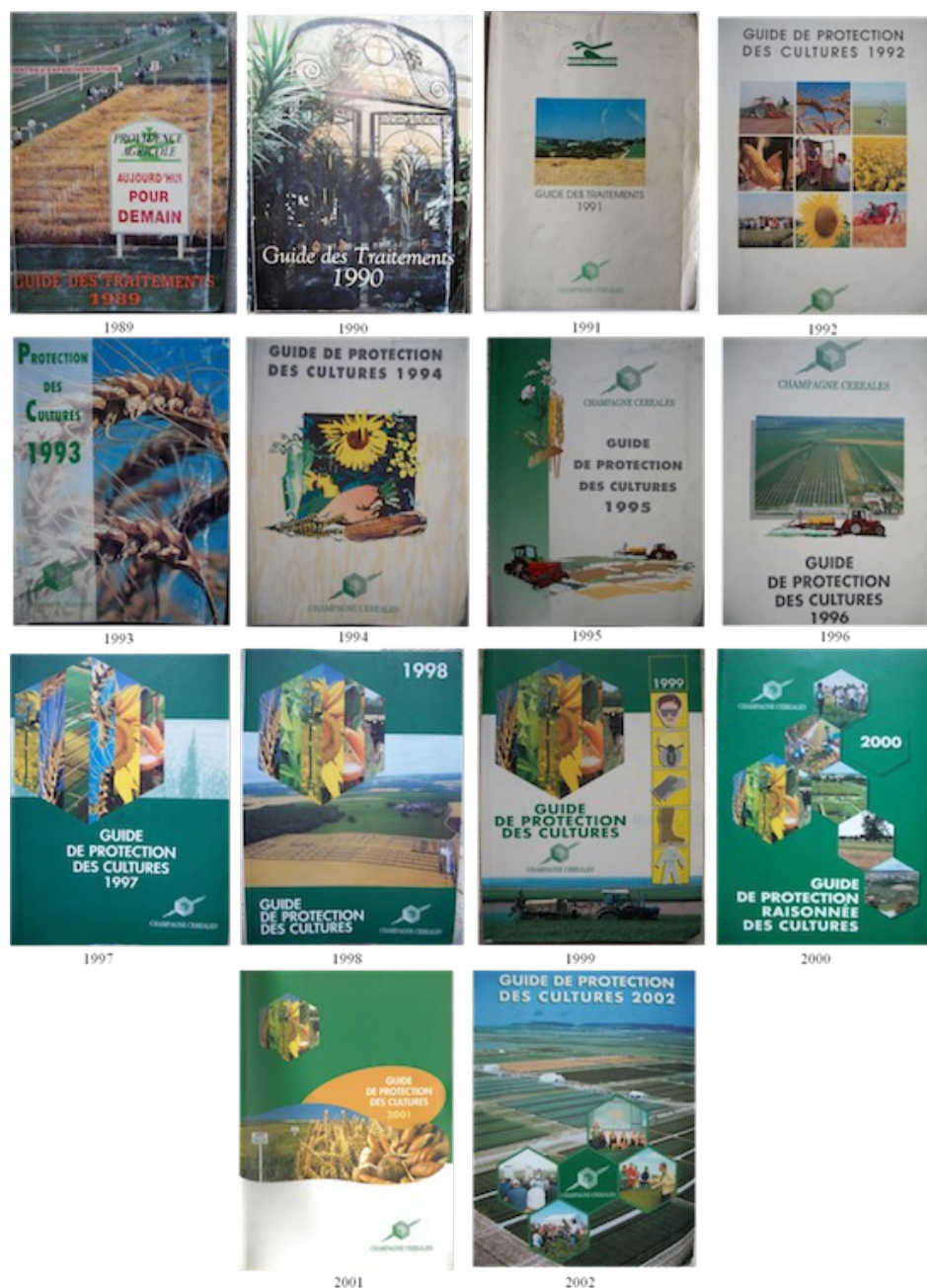


Figure 4.
Pages de couvertures des guides des traitements et de protection des cultures de la Providence Agricole et Champagne Céréales de 1989 à 2002

L'iconographie de cette séquence prend tout son sens replacée dans le contexte des années 1990, marqué par la montée en puissance du souci environnemental et le durcissement d'un clivage entre deux conceptions opposées de l'agriculture : l'agriculture raisonnée, soutenue par le syndicalisme majoritaire et les firmes de l'agrofourniture (Roué, 1999) et l'agriculture multifonctionnelle, mise en avant par la recherche systémique et progressivement au centre des politiques agricoles nationales et communautaires (Hervieu, 2002). Pour les tenants de la multifonctionnalité, l'agriculture n'a pas pour seule fonction de produire des matières premières agricoles ; ses

fonctions sont aussi culturelles et environnementales par la préservation des identités territoriales, l'entretien des paysages et la conservation des ressources naturelles. Pour les tenants de l'agriculture raisonnée, réunis à partir de 1993 au sein de l'association FARRE (Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement), la mission première de l'agriculture est bien de produire des matières premières agricoles. Pour eux, aux antipodes d'une agriculture biologique de plus en plus visible et légitime, les produits phytosanitaires et autres intrants de synthèse sont incontournables pour obtenir de hauts rendements ; mais il est possible de raisonner leurs apports (moments, doses...) pour ne mettre juste ce qu'il faut : ni trop car cela équivaldrait à jeter de l'argent par la fenêtre et à polluer inutilement, ni pas assez pour ne pas pénaliser les rendements et revenus.

Si cette forme d'agriculture a été fortement critiquée en raison de son origine et du fait que son cahier des charges ne se distinguerait pas de la réglementation de base (Doussan, 2004), elle sonne toutefois comme une justification face aux critiques déjà évoquées d'un conseil intéressé. La mise en scène des parcelles d'essais tend ainsi à légitimer le travail du service technique, garant d'une information technico-scientifique indépendante des firmes phytosanitaires et donc objective. Mais elle recèle aussi en creux le moyen d'une justification environnementale, défensive, pour des agriculteurs et organisations professionnelles qui se perçoivent de plus en plus comme accusés par la société (Mormont, 1994). Ce n'est pas un hasard si le glissement de la rhétorique visuelle s'opère dans le guide de 1989, dont l'avant-propos souligne pour la première fois que : « S'il s'agit bien de protéger la plante, il s'agit aussi et surtout de protéger l'homme et son environnement ». Comme cela est expliqué dans une plaquette sur les « Pratiques agricoles visant à réduire les pertes en nitrates sous les sols cultivés », distribuée quelques mois plus tard aux adhérents : « si nous ne faisons rien les normes européennes, très sévères, risquent de nous être imposées à très court terme ». Dans ces conditions, les pages de couverture possèdent une double fonction : légitimer le modèle agricole productiviste par un argumentaire renouvelé fondé sur la dimension scientifique des références techniques et appeler au changement.

Le positionnement de la coopérative pour l'agriculture raisonnée et contre l'idée de multifonctionnalité est criant dans la page de couverture du « Guide 2000 de la fertilisation raisonnée » (Figure 5). Celle-ci représente un jeune agriculteur (ou prestataire de service) en cote de travail prélevant un échantillon de terre dans un champ labouré en vue de le faire analyser par un laboratoire. L'attitude méticuleuse de l'individu, qui peut faire penser à celle du laborantin en blouse blanche prélevant des échantillons à la pipette, participe de la scientification de la rhétorique visuelle caractéristique de la séquence. On distingue à sa droite une tarière mécanique de prélèvement de sol, ainsi qu'à l'arrière plan, un quad rouge. Enfin, placé juste au-dessus de la tête de l'individu, telle une bulle de bande dessinée, on trouve un hexagone, faisant écho au logo de la coopérative, figurant des cultures en croissances et une vache dans un pré.

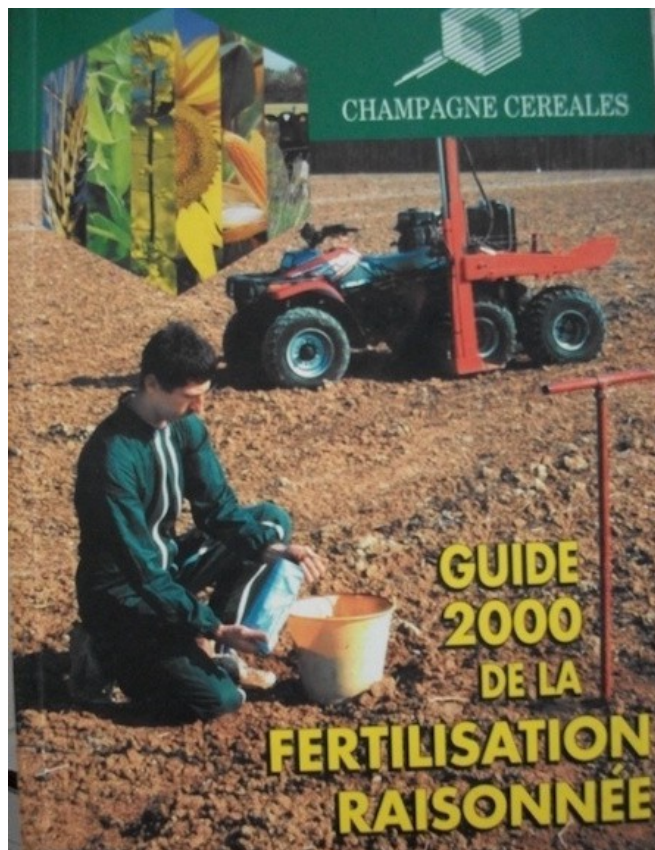


Figure 5.
Couverture du guide de la fertilisation de Champagne Céréales, 2000

Le premier message de cette image est que l'analyse de terre constitue la bonne pratique en matière de fertilisation, pour éviter de sur-fertiliser les parcelles – ce qui impliquerait des dépenses inutiles et une pollution évitable des nappes phréatiques – ou, à l'inverse, de les sous-fertiliser. Comme les autres pages de couverture de la séquence, il est frappant que tous les éléments figurés se rapportent à l'idée du travail – l'habillement (cotte de travail), le lieu (une grande parcelle, sans paysage en arrière plan), l'action mise en scène (le prélèvement d'un échantillon de terre). Plus précisément, il s'agit ici d'un travail réalisé seul, de façon autonome²³. Les seuls objets de nature sont la terre, des cultures à maturité et la vache. Si le souci de l'environnement peut éventuellement être suggéré par l'analyse de sol et la mention d'une « fertilisation raisonnée », rien n'évoque les fonctions environnementales, sociales ou culturelles de l'agriculture (eau, biodiversité, paysages...)²⁴. L'espace foncier est présenté uniquement sous l'angle d'un facteur de production de matière première agricole, à l'opposé de l'idée de multifonctionnalité. Cela est renforcé par l'hexagone placé au-dessus de l'agriculteur, qui précise ce qu'il pense ou doit penser : avant tout à produire. Le quad rouge et la grande taille de la parcelle évoquent une agriculture industrielle. Ainsi, l'image tend à assimiler l'espace rural à l'espace agricole, et héroïse un agriculteur producteur de matière première agricole, gestionnaire, acteur d'une agriculture raisonnée et industrielle, qui intégrerait dans le creux de ses activités ordinaires les problèmes environnementaux et mériterait pour cela de voir son autonomie professionnelle respectée.

²³ Ce qui n'est pas le cas de toutes les couvertures de la période, qui figurent des interactions de conseil.

²⁴ Seule l'image du guide de protection des cultures de 1991 figure un paysage mais elle est antérieure à l'affirmation de la multifonctionnalité dans les débats.

Les illustrations des guides montrent que ce n'est pas l'environnement qui est central. Aucune couverture de la séquence n'appelle explicitement les problèmes d'environnement, alors que faire face à la critique environnementale et au risque réglementaire est un enjeu majeur pour la coopérative. La thématique environnementale est annexe, faisant l'objet de rares communications, comme en 1998, avec la distribution en annexe du guide des traitements, du « Guide de la protection de l'utilisateur de produits phytosanitaires et de l'environnement » (Figure 6). En couverture apparaissent deux hexagones en partie superposés, l'un bleu, contenant de l'eau ; l'autre une photographie monochrome verte d'un tracteur en train de traiter. Le mot « guide » est placé à leur intersection, signifiant qu'il s'agit du guide pour traiter tout en respectant la qualité de l'eau. La couleur verte suggère des traitements respectueux de l'environnement, selon une communication verte, ou encore autorisés, selon la symbolique du code de la route.

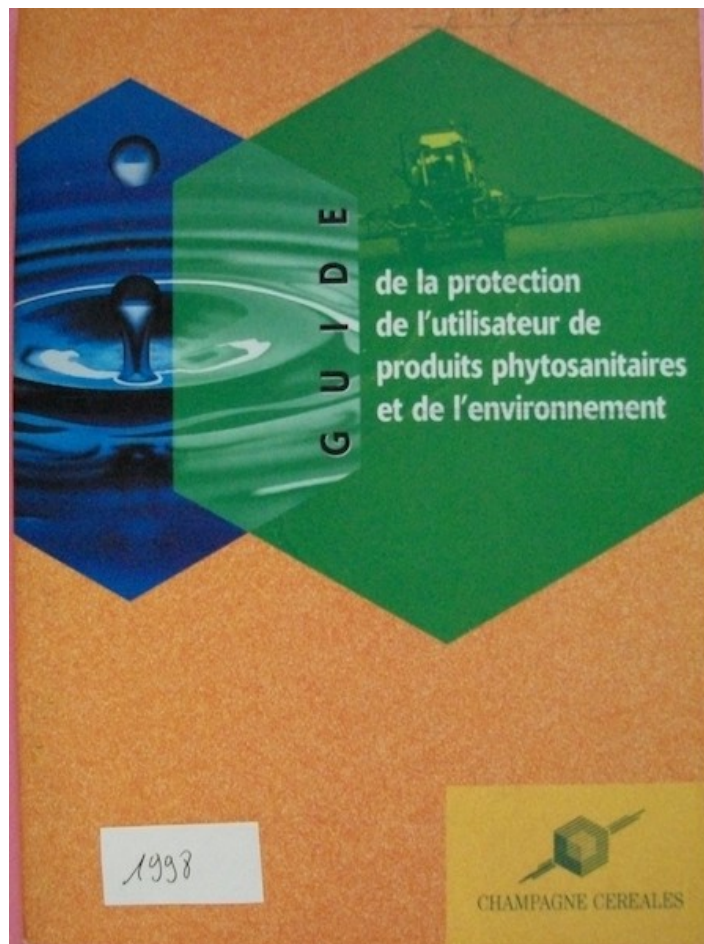


Figure 6.

Couverture du guide de la protection de l'utilisateur de produits phytosanitaires et de l'environnement, 1998

La fin de la séquence annonce un nouveau glissement, avec en 2001 l'ajout d'une photo de pain, produit transformé à la symbolique riche, qui évoque la dimension agro-industrielle du groupe dans sa dimension nourricière et ses liens avec les consommateurs, sans toutefois à ce stade jouer sur le registre de la durabilité.

2.5. Le care du chef d'entreprise agricole, fin agronome et acteur du développement durable

La cinquième et dernière séquence commence en 2003 avec l'apparition d'un nouvel élément : l'enfant (2003, 2004, 2011-2014). On aperçoit sur cette couverture un petit garçon d'une dizaine d'année, vêtu d'une chemise blanche, tenant la main d'un adulte dont on ne voit que le bras (Figure 7). Souriant, cet enfant regarde en direction du visage de l'adulte, avec une moue pouvant exprimer du respect ou de la gratitude. L'enfant symbolise l'avenir et, par métonymie, la génération future au cœur des préoccupations du développement durable²⁵. Il faut en prendre soin, de même que la terre, comme semble le signifier la couverture de 2005, où repose au creux de deux mains protectrices une motte de terre fertile d'où sortent quelques thalles de blé encore fragiles.

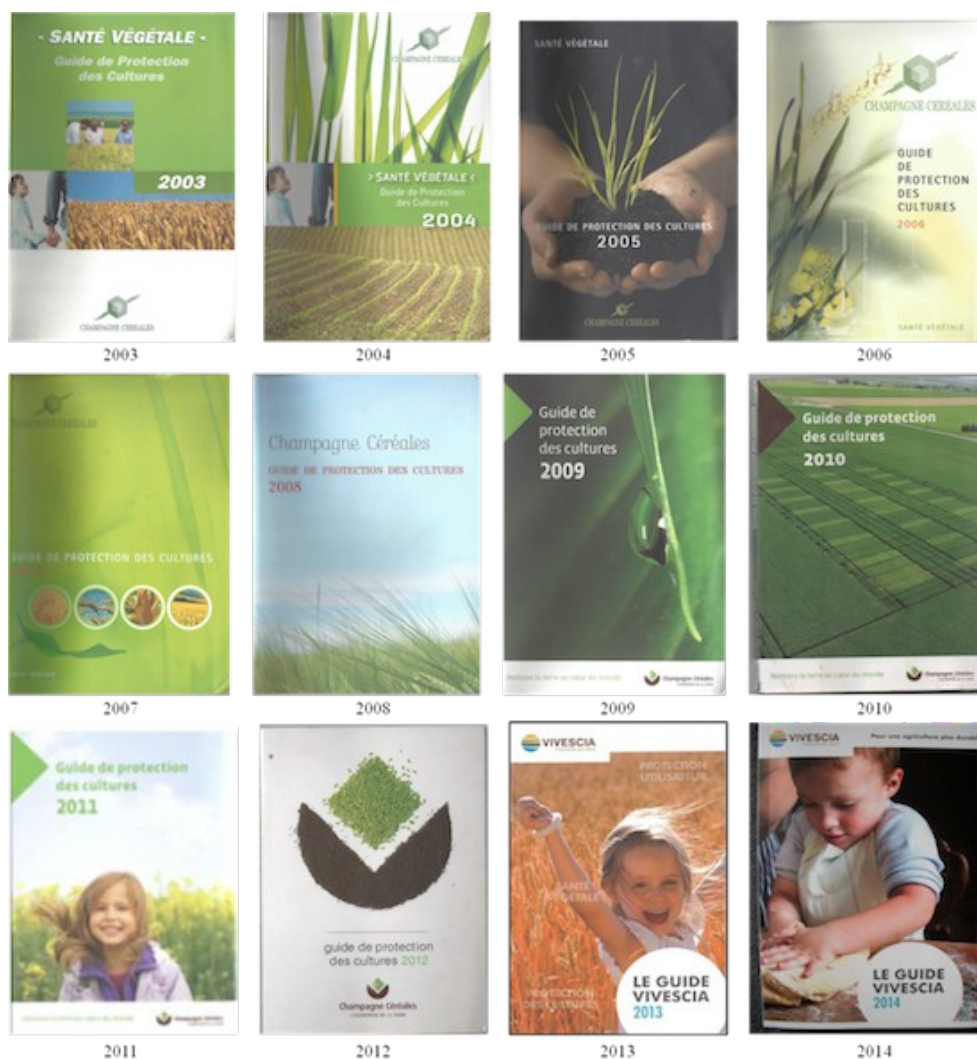


Figure 7.

Couverture des guides de protection des cultures de Champagne Céréales et Vivescia, 2003-2014

²⁵ Le développement durable est défini comme le « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (Rapport Brundtland, 1987).

Cette rhétorique du *care* est particulièrement explicite en 2013. Au recto, une petite fille blonde, vêtue d'une robe blanche, apparaît au premier plan, au milieu d'un champ de blé mûr aux épis lourds, dans une atmosphère lumineuse. Au verso²⁶, un homme d'une quarantaine d'année est accroupi dans un champ de blé en croissance, avec un épi vert à la main, pour en faire le diagnostic (Figure 8). Cet individu aux cheveux courts, souriant, vêtu d'une chemise à carreaux, qui porte une montre, évoque la figure du chef d'entreprise épanoui. On peut supposer qu'il est le père de la fillette, et par conséquent, le premier intéressé à lui assurer un avenir, à veiller sur sa santé et sur la qualité de l'environnement qu'il lui lèguera. En bref, c'est sur ses épaules que repose la réalisation de l'agriculture durable et plus particulièrement sur sa finesse agronomique. Dans cette séquence en effet, la coopérative se met moins directement en scène comme productrice de connaissances et prescriptrice. Les parcelles d'essais et les situations de conseil sont rares. Ce sont désormais les connaissances des agriculteurs qui sont mises en avant, en 4e de couverture, par la figuration de diagnostics en plein champ. La rupture est adroitement nuancée par l'assimilation métonymique de l'agriculteur à la coopérative, indiqué par le « c'est ça Vivescia ! » superposé sur la photo de l'individu. Cet agencement veut ainsi signifier que le développement durable repose sur les connaissances des agriculteurs (et de leur coopérative), même si elles sont peu visibles de prime abord.



Figure 8.

4e de couverture des guides de protection des cultures de Champagne Céréales et Vivescia de 2010, 2013 et 2014

Pourquoi utiliser la notion de *care*, alors qu'elle provient de mouvements féministes on ne peut plus éloignés de l'agriculture productiviste ? Parce que ces mouvements féministes et professionnels possèdent une visée analogue : faire reconnaître la valeur de leur travail de soin dans une perspective d'émancipation sociale et professionnelle, au nom de leur contribution à l'intérêt général. D'un côté, il s'agit de l'émancipation de groupes dominés prenant soin des personnes dépendantes (enfants, invalides, personnes âgées), mais de façon invisible, sans reconnaissance de leur travail ni juste rémunération (Glenn, 2016). D'un autre côté, l'enjeu est de mettre en scène le travail invisible des agriculteurs – et de leur coopérative – qui prendraient soin de la terre, compte tenu de leur sens des responsabilités, de leurs compétences agronomiques et

²⁶ Dans les guides antérieurs les versos étaient le plus souvent vierges ou prolongeaient le dessin du recto.

entrepreneuriales, et qui donc mériteraient d'être estimés, de voir leur autonomie professionnelle préservée, voire d'être payés pour les services environnementaux qu'ils rendraient (séquestration de gaz à effet de serre, maintien de la qualité de l'eau...). De fait, la rémunération des services environnementaux produits par les agriculteurs est vivement débattue au cours des années 2000, dans un contexte de verdissement des aides de la politique agricole commune, d'opportunité de valorisation économique des réductions d'émissions de carbone à partir de 2006²⁷, et de forte légitimité des concepts de services éco-systémiques et environnementaux à la suite de la publication du *Millennium Ecosystem Assessment* (2005).

Cette héroïsation du chef d'entreprise agricole, fin agronome et prenant soin du développement durable – qui répond à l'image de l'agriculteur-pollueur qui serait véhiculée par les médias – prend, là encore, tout son sens resituée par rapport aux enjeux des coopératives en prise avec l'État, leurs concurrents et surtout les agriculteurs qu'elles doivent fidéliser. Ainsi, au cours des années 2000, la critique des pesticides s'accroît, comme en témoignent l'expertise collective « Pesticides » en 2005 (Aubertot et al., 2005) et le lancement en 2008 du programme Ecophyto 2018, visant la réduction de l'utilisation des pesticides de 50% si possible sur dix ans. Or, la stratégie de légitimation du modèle productiviste par l'investissement de l'agriculture raisonnée s'avère un échec. Devenu une qualification officielle en 2002, ce label très critiqué sera supprimé lors du Grenelle de l'environnement. Quand bien même l'agriculture raisonnée reste le référentiel de nombreux agriculteurs et techniciens de coopératives (Villemaine, 2016), celle-ci est supplantée par le concept d'« intensification écologique », qui veut mettre les processus écologiques au service de la production, remplacer les artefacts techniques par des entités de nature (Goulet, 2012).

Par ailleurs, les coopératives sont confrontées à une distanciation de plus en plus marquée d'agriculteurs en quête d'autonomie, entre autre en matière d'exploration et de décision technique (Goulet et Bernard de Raymond, 2014). Critiques d'un développement *top-down* incarné par les coopératives, ceux-ci s'investissent dans des collectifs divers, au sein desquels ils entendent explorer de nouvelles façons de faire plus en phase avec leurs objectifs. Naît ainsi, en 1997, le « Réseau d'agriculture durable » (RAD), qui trouve ses racines au sein de la gauche paysanne et vise à construire un modèle agricole porteur de sens, en rupture avec le modèle dominant appréhendé comme une fuite en avant productiviste (Déléage, 2004). C'est aussi une période où l'agriculture biologique devient légitime et attire un nombre croissant d'agriculteurs et où des « communautés de pratiques » se constituent autour des techniques sans labour (Goulet, 2008), parfois au sein même des coopératives²⁸. Au delà de leurs divergences, ces agriculteurs ont en commun de mettre en avant l'importance des connaissances empiriques et situées des agriculteurs, pour comprendre et protéger leurs sols singuliers, vivants et irréductibles à un simple facteur de production. Dans un contexte de prévalence des théories de la modernisation écologique plutôt libérales (Deverre et de Sainte Marie, 2014), ces discours rencontrent la faveur de pouvoirs publics démunis pour résoudre la quadrature du cercle de la double performance économique et environnementale. En conséquence, on assiste à une forte réhabilitation des savoirs des agriculteurs, dont les initiatives allant dans le sens d'une « intensification écologique » ou de l'« agroécologie » sont inventoriées, plébiscitées et dotées d'une caution scientifique (Guillou et

²⁷ La création du marché carbone européen en 2005 est suivie de près en France, en 2006, par la mise en place d'un dispositif incitatif – les « projets domestiques » – visant à valoriser les réductions volontaires d'émissions de carbone dans les secteurs non couverts par le protocole de Kyoto. Dans le secteur agricole, les coopératives ont été à l'origine de plusieurs initiatives.

²⁸ Ainsi en est-il du « Club Agrosol » au sein de Vivescia, qui s'inscrit dans la continuité du Club NouriciAgrosol créé au milieu des années 2000 par la coopérative Nouricia.

al., 2013)²⁹. Ces précisions montrent à quel point l'iconographie des couvertures colle avec l'actualité. Toutefois, ces guides étant avant tout destinés aux agriculteurs, la figuration de leurs connaissances et de leur contribution au développement durable doit être interprétée en premier lieu sous l'angle d'une offre identitaire valorisante, dans une optique de captation des clients. De fait, dans un contexte d'éclatement de la profession agricole (Lémery, 2003) et de concurrences accrues entre acteurs de la collecte, de l'approvisionnement et du conseil (Compagnone et Golé, 2011), les choix commerciaux des agriculteurs sont étroitement liés à la valeur identitaire et statutaire de l'offre (Goulet et Le Velly, 2013).

Conclusion

Au-delà des glissements iconographiques mis en évidence, il est des permanences tout à fait significatives. La principale est sans nul doute dans ce corpus celle du thème de l'abondance : abondance de grains stockés dans les silos, abondance de grains produits dans de vastes champs, abondance de sciences expérimentales ou encore, abondance de santé, de joie et de réussite. Cette abondance aux facettes multiples est bien l'expression de l'essence du productivisme, dont l'imagerie se transforme au gré des critiques jusqu'à s'adornier des symboles propres de la durabilité. On voit là comment l'iconographie est un puissant moyen de mise en scène et d'activation, en référence à Luc Boltanski et Ève Chiapello, d'un « nouvel esprit du productivisme » (Fouilleux et Goulet, 2012). Cette incursion montre à quel point les images professionnelles qui peuplent les scènes du travail agricole ne sont ni dues au hasard ni gratuites. Loin de simplement illustrer un contenu ou de chercher à déclencher un acte d'achat à l'instar des publicités, ces images ont avant tout pour fonction de représenter. Car l'enjeu central pour l'organisation coopérative est bien de défendre son modèle agricole, celui défendu par les représentants élus ; c'est aussi que les agriculteurs se sentent représentés, par la prise en charge de leurs soucis et aspirations, par la mise en avant d'un modèle agricole auquel ils peuvent s'identifier et qui les valorisent. En profonde correspondance avec leurs époques, ces images prennent tout leur sens resituées dans l'espace des luttes professionnelles et de la critique sociale. Il est par ailleurs intéressant de souligner que si les différentes mœurs du productivisme agricole mises en évidence se succèdent dans le temps de l'iconographie, elles apparaissent davantage comme des strates cumulatives lorsque le matériau empirique devient plus ethnographique et fondé sur les discours réflexifs des agents de la coopérative et des agriculteurs. On retrouve en effet dans ces discours nombre d'éléments renvoyant à la dialectique de la pathologisation-médicalisation, à la rigueur technico-économique de l'agriculture raisonnée, ainsi qu'à la mise en avant de l'enjeu d'un retour de l'agronomie pour changer de pratiques dans une optique de développement durable. Cela exprime la pluri-temporalité des images qui, d'un côté, participent de la construction des imaginaires et des cultures professionnelles, en fournissant des schémas d'argumentation pouvant rester effectifs sur de longues périodes et, d'un autre côté, constituent des modalités de légitimation et d'appels aux changements au temps présent.

²⁹ Au risque peut-être d'un certain populisme, puisque la « double performance » économique et environnementale de ces pratiques est rarement établie (Le Goffre, 2014).

Bibliographie :

Aubertot J.N., Barbier J.M., Carpentier A., Gril J.J., Guichard L., Lucas P., Savary S. et Voltz M. (éds), 2005, *Pesticides, agriculture et environnement. Réduire l'utilisation des pesticides et limiter leurs impacts environnementaux. Rapport d'Expertise scientifique collective*, INRA et Cemagref (France).

Barraud-Didier V., Henninger M.-C. et Anzalone G. (2012), « La distanciation de la relation adhérent-coopérative en France », *Études Rurales*, vol. 2, n° 190, p. 119-130.

Bonneuil C. et Fressoz J.-B. (2013), *L'évènement anthropocène*, Paris, Seuil.

Bonneuil C. et Thomas F. (2009), *Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Paris, Quæ, FPH.

Brives H. (2006), « La voie française : entre État et Profession, l'institution du conseil agricole », in Rémy J., Brives H. et Compagnone C. (dir.), *Conseiller en agriculture*, Paris, Dijon, Quæ, Educagri, p. 15-36.

Brun A., Deffontaines J.-P., Osty P.-L., et Petit M. (1974), « Une équipe de recherches face aux problèmes de développement », *Économie Rurale*, n° 99-100, p. 105-114.

Brunier S. (2012), *Conseillers et conseillères agricoles en France (1945-1983). L'amour du progrès aux temps de "la révolution silencieuse"*, Thèse d'histoire, université de Grenoble, 714 p.

Chaboussou F. (1980), *Les plantes malades des pesticides. Bases nouvelles d'une prévention contre maladies et parasites*, Paris, Debard.

Compagnone C., Golé S. (2011), « La reconfiguration de l'espace social du conseil en agriculture : le cas du conseil phytosanitaire en viticulture bourguignonne », *Cahiers Agricultures*, vol. 20, n° 5, p. 400-405.

Cordellier S. (2007), *JAC-F, MRJC et transformation sociale. Histoire de mouvements et mémoires d'acteurs 1945-1985*, Rapport pour le Mouvement rural de jeunesse chrétienne [en ligne], consulté le 9 juin 2017. URL : http://genepi.blog.lemonde.fr/files/2012/11/2.3_Cordellier_JAC_MRJC_transformation_sociale_2008.pdf

Debatisse M. (1963), *La révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy.

Déléage E. (2004), *Paysan. De la parcelle à la planète*, Paris, Syllepse.

Deverre C. et de Sainte Marie C. (2014), « De l'écologisation des politiques agricoles à l'écologisation de l'agriculture. Moteurs et limites d'une écologisation des systèmes alimentaires », *Dossier de l'environnement de l'INRA*, n° 34, p. 9-17.

Doussan I. (2004), « Entre contrainte et incitation : analyse juridique de la qualification au titre de l'agriculture raisonnée », n° 3, *Inra Sciences Sociales*.

- Duprat A. (1997), « Le roi, la chasse et le parapluie ou comment l'historien fait parler les images », *Genèses*, n° 27, p. 109-123.
- Fouilleux E. et Goulet F. (2012), « Firmes et développement durable : le nouvel esprit du productivisme », *Études Rurales*, n° 190, p. 131-146.
- France Agricole (2009), « L'amour est dans le pré. L'analyse de Roger Le Guen, sociologue », [en ligne], mis en ligne le 25 septembre 2009, consulté le 24 mai 2005. URL : <http://www.lafranceagricole.fr/videos/l-amour-est-dans-le-pre-l-analyse-de-roger-le-guen-sociologue-1,0,15882123.html>
- Gadéa C. (2016), « L'idiome figuratif des groupes professionnels », *Images du travail, travail des images* [en ligne], mis en ligne le 28 juin 2016, consulté le 5 mai 2017. URL : <http://imagesdutravail.edel.univ-poitiers.fr/index.php?id=377>
- Glenn E.N. (2016), « Pour une société du care », *Cahiers du genre*, vol. 3, n° 4, p. 199-224.
- Goulet F. (2012), « La notion d'intensification écologique et son succès auprès d'un certain monde agricole français : une radiographie critique », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 62, p. 19-29.
- Goulet F. et Bernard de Raymond A. (dir.), 2014, *Sociologie des grandes cultures - Au cœur du modèle industriel agricole*, Versailles, Quæ.
- Goulet F. et Le Velly R. (2013), « Comment vendre un produit incertain ? Activités de détachement et d'attachement d'une firme d'agrofourriture », *Sociologie du travail*, n° 55, p. 369-386.
- Guillou M., Guyomard H., Huyghe C. et Peyraud J. (2013), *Le projet agro-écologique : Vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement. Propositions pour le Ministre*, Agreenium, INRA.
- Haver G. (2009), « La conquête de l'Espace à la une de la presse illustrée suisse 1957-1969 », *Traverse*, vol. 16, n° 2, p. 99-118.
- Hérail M. (2000), « Le lien coopératif au sein des sociétés coopératives », *Recma*, n°278, p.47-57.
- Hervieu B. (2002), « La multifonctionnalité de l'agriculture : genèse et fondements d'une nouvelle approche conceptuelle de l'activité agricole », *Cahiers Agricultures*, vol. 11, n°6, p. 415-419.
- Hervieu B. et Purseigle, F. (2013), *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colins.
- Lambert B. (1970), *Les paysans dans la lutte des classes*, Paris, Seuil.
- Le Goffre P. (2014), « L'agroécologie peut-elle se passer de normes ? Commentaire à partir du rapport INRA/CGSP », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 64, p. 45-56.
- Lémery B. (2003), « Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture », *Sociologie du travail*, n° 45, p. 9-25.
- Leteux S. (2015), « L'image des bouchers (XIIIe-XXe siècle) : la recherche de l'honorabilité, entre fierté communautaire et occultation du sang », *Images du travail, travail des images* [en

ligne], mis en ligne le 15 décembre 2015, consulté le 10 mai 2017. URL : <http://imagesdutravail.edel.univ-poitiers.fr/index.php?id=127>

Maresca S. (1981), « La représentation de la paysannerie [Remarques ethnographiques sur le travail de représentation des dirigeants agricoles] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 38, p. 3-18.

Mendras H. (1984), *La fin des paysans [suivi d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après]*, Paris, Actes Sud.

Millennium Ecosystem Assessment (2005), *Ecosystems and Human Well-being: Synthesis*, Island Press, Washington, DC.

Mormont M. (1994), *Vers un encadrement environnemental des agriculteurs ? Comparaisons régionales : France – Belgique, Rapport au Ministère de l'environnement*.

Nicolas P. (1988), « Emergence, développement et rôle des coopératives agricoles en France. Aperçus sur une histoire séculaire », *Économie Rurale*, n° 184, p. 116-122.

Prével M. (2007), *L'usine à la campagne. Une ethnographie du productivisme agricole*, Paris, L'Harmattan.

Rambaud P. (1977), « Pour une sociologie de la dénomination », in Rambaud P. (dir), *Sociologie Rurale*, Paris, Mouton, p. 95-99.

Rémy J. (2006), « Portrait social des conseillers : retour sur image », in Rémy J., Brives H. et Compagnone C. (dir.), *Conseiller en agriculture*, Paris, Dijon, Quæ, Educagri, p. 83-99.

Reyssset P. (2016), « Le pouvoir de représentation. Remarques sociologiques sur le film de Raymond Depardon Profils paysans », *Politix*, n° 16, p. 181-195.

Roué M. (1999), « Dans les coulisses de l'agriculture raisonnée », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 7, n° 3, p. 53-54.

Servolin C. (1972), « L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste », in Tavernier Y. et al, *L'univers politique des paysans*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 41-77.

Télérama (2012), « "L'amour est dans le pré" : une "vision urbaine" du couple », [en ligne], mis en ligne le 2 juillet 2012, consulté le 24 mai 2017. URL : <http://television.telerama.fr/television/l-amour-est-dans-le-pre-une-vision-urbaine-du-couple,83729.php>

Villemaine R. (2016), *Le conseil agricole coopératif à l'épreuve de l'environnement. Une enquête en Champagne-Ardenne*, thèse de sociologie, Université de Bourgogne Franche-Comté.